

Comme je l'ai déjà souligné à maintes reprises à la Chambre, cependant, nous n'avons pas adopté ces moyens de contrôle et nous ne sommes pas prêts à les adopter dans les circonstances actuelles, car nous ne pensons pas qu'ils réussiraient réellement à résoudre le problème qui nous assaille. En fait, en essayant de mettre ces contrôles en application, nous pourrions très bien faire beaucoup plus de mal que de bien aux Canadiens en diminuant l'offre de biens, ce qui aboutirait qu'à aggraver les pressions inflationnistes. Il ne fait aucun doute qu'au Canada certaines des pressions inflationnistes ont une origine nationale. C'est indiscutable. Les pressions sur les coûts dont, ces dernières années, tous les pays industriels ont souffert ont été accentuées par une très forte demande de marchandises et de services provoquée par une croissance rapide de notre économie. Mais les pressions inflationnistes les plus fortes que nous subissons actuellement ont des origines internationales. Les augmentations massives qui se sont produites au Canada et à l'étranger ont été provoquées par un relèvement brutal des prix des denrées alimentaires.

● (1610)

L'augmentation des prix de l'alimentation a été principalement due à une réduction brutale des approvisionnements provoquée par des conditions météorologiques défavorables intervenues dans le monde entier à une époque où la demande en produits alimentaires, surtout en viandes, montait en flèche en réponse à une croissance économique considérable des pays industrialisés. C'est particulièrement vrai pour le Japon qui est devenu un pays consommateur pénétrant maintenant sur les marchés mondiaux en quête de viande, de sucre, de tissus et même de vins français. Le Japon prélève sur ses énormes réserves pour s'introduire sur le marché de la consommation affectant ainsi les prix des marchandises à l'échelle mondiale.

L'augmentation des prix des denrées alimentaires est accentuée par un accroissement rapide, à l'échelle internationale, du coût d'une large gamme de produits, y compris du soya et des engrais qui, incidemment, interviennent dans les coûts agricoles. En mars, les prix mondiaux de ces marchandises avaient augmenté de 53 p. 100 par rapport à l'année dernière. Certaines denrées ont augmenté bien davantage. Au début de l'année, les cuirs et peaux avaient augmenté de 126 p. 100 par rapport à l'année dernière et la laine de 83 p. 100. Il y en a bien d'autres dont les prix augmentent du fait d'un déséquilibre entre l'offre et la demande. Aucun système de contrôle national ne parviendra à régler ce genre de situation.

Des voix: Bravo!

M. Turner (Ottawa-Carleton): J'écoute le député de Don Valley (M. Gillies) avec intérêt chaque fois qu'il parle. Je l'ai entendu dire comment nous allons rendre notre pays moins dépendant des tendances économiques mondiales, et pourtant, étant l'un des principaux pays commerçants du monde, environ 25 p. 100 de notre produit national brut repose sur le commerce extérieur.

Depuis des années, notre pays tire de grands avantages de l'énorme volume de marchandises et de capitaux qui traverse régulièrement nos frontières. Bien qu'il y ait des circonstances dans lesquelles le Canada puisse prendre des mesures pratiques en vue de modérer les conséquences néfastes des événements qui se produisent à l'étranger, il est irréaliste de nous attendre à pouvoir nous tenir totalement à l'abri de ces forces tout en espérant profiter des avantages considérables qui nous reviennent en tant

Coût de la vie

qu'importante nation commerçante. C'est tout simplement impossible.

Le député a demandé si nous pourrions faire quelque chose en ce qui concerne une taxe compensatrice à l'intérieur du pays. Même dans ce cas, quelles pourraient être les conséquences? Les États-Unis cesseraient-ils de nous accorder des exemptions en vertu de leur système de compensation? Si cela se produisait, le fait que les Canadiens n'aient plus accès aux marchés de capitaux américains n'entraînerait-il pas des conséquences néfastes sur nos taux d'intérêt? Je tiens à dire au député que s'il réfléchit à tout cela, il pourra se rendre compte que les conséquences seront peut-être l'opposé de celles dont il a parlé. Je parlerai peut-être de cette question à la fin de mon discours.

Une voix: Cela n'entraînerait-il pas un investissement total dans notre pays?

M. Turner (Ottawa-Carleton): Si, mais cela n'aurait pas un effet favorable sur les taux d'intérêt, comme le pense le député, et c'est dans ce contexte que le député de Don Valley a fait valoir son argument.

En bref, ce que j'essaie de dire, c'est qu'un mouvement inflationniste mondial touche le Canada comme tous les autres pays. Ceci est essentiellement dû à un déséquilibre entre l'offre et la demande de produits agricoles et de produits mondiaux. A ce niveau, ce n'est pas principalement une inflation par les coûts. Comme je l'ai déjà dit, les salaires n'ont pas diminué, les bénéficiaires reprennent après la crise de 1970-1971 et le prix des biens durables est resté constant d'une manière remarquable depuis des années.

Permettez-moi de parler plus précisément des termes de la motion à l'étude qui condamne le gouvernement jugé en partie responsable de l'augmentation du coût de la vie au Canada parce que, et je reprends les termes mêmes de la motion, il «s'entête, par faiblesse, à suivre des politiques démodées». Soit dit en passant, je pense avoir le droit d'insister sur le fait que la motion est contradictoire car il n'est pas évident que le gouvernement puisse en même temps être faible et s'entêter à suivre une politique donnée, bonne, mauvaise ou neutre. Ou nous sommes faibles ou nous sommes forts et têtus, mais nous ne pouvons pas être les deux à la fois.

Une voix: Vous pouvez l'être.

M. Turner (Ottawa-Carleton): A mon avis, cette motion montre combien sont contradictoires les positions adoptées par le parti conservateur sur toute question économique. La motion ne surprend aucun des députés qui ont examiné les œuvres complètes du représentant de Don Valley. A une conférence de la Bourse de Toronto, il y a presque trois ans, il a dit à son auditoire que les économistes «bien qu'ils prétendent le contraire», se laissent «probablement autant influencer par les événements actuels, par le goût populaire, que les autres».

Je tiens à répéter ceci parce que je pense que le représentant de Don Valley ressemble à la girouette: il donne un avis mardi et donne l'avis diamétralement opposé le vendredi.

Des voix: Bravo!